



## Compte-rendu de CSE du réseau France 3 des 24, 25 et 26 février 2021

### QUAND LA DIRECTION DU RÉSEAU S'EMMÊLE LES PINCEAUX

#### **Un CSE dévitalisé**

Pour ce CSE réseau de février, la direction est toujours droite dans ses bottes et apathique face aux remarques des élus. Nous vivons de plus en plus dans un CSE dévitalisé où des documents, souvent essentiels, sont remis au dernier moment aux élus. Et à chaque fois, des points cruciaux – faute de temps pour les examiner – s'empilent aux ordres du jour des instances prévues les mois suivants.

C'est ainsi que l'expertise à Lille, suite à des risques psychosociaux au sein des cellules web Hauts-de-France, a été repoussée à un CSE extraordinaire courant mars, sans plus de précisions.

Les points UCC « mise en image et infographie » et « utilisation du logiciel d'intelligence artificielle Echobox » sont également repoussés au 23 mars. Enfin, si la direction veut bien prendre le temps de les aborder avec nous.

Moins d'un mois après le conflit qui a paralysé le réseau durant 14 jours, le SNJ fustige dans son liminaire une direction très dilettante qui se révèle incapable de négocier, de respecter sa signature et qui multiplie encore les provocations : [lire ici](#).

#### **Une régionalisation aux forceps**

Ce devait être à nouveau le gros morceau du CSE. En cette fin février, le projet de régionalisation devait théoriquement passer de la case impressionnisme pour aboutir à une information précise des représentants des personnels. Pour cela, toute une série de questions avaient été préparées par le secrétaire du CSE, Jean-Hervé Guilcher... mais ces questions sont restées pour la plupart en suspens !

La direction se donne 2 saisons pour amorcer la régionalisation. Les 13 chaînes régionales ne verront pas le jour en 2022, mais à cette date, chaque région simplement devra avoir choisi sa méthode pour développer une antenne qui ressemble aux attentes de son public.

Et cette transformation en profondeur de France 3, la direction affirme vouloir la mener à bien dans un esprit de « co-construction », le mot à la mode pour la présidence et la DRH de France Télévisions. Pour preuve, le directeur du réseau, François Desnoyers, soutenu par son directeur-adjoint Philippe Martinetti et par Germain Dagognet (chargé de la transformation) nous annoncent fièrement la négociation prochaine d'un accord de méthode. Rendez-vous fin mars pour la négociation et la mise en œuvre des comités de pilotage... *eh non plutôt des comités de suivi... ce sera pour début avril... ah non peut-être plutôt mi-avril !* Le trio Desnoyers/Martinetti/Dagognet s'emmêle les pinceaux dans les dates et les intitulés de comités qui seront chargés d'accompagner la régionalisation. Et ils nous en font voir de toutes les couleurs sur la palette incertaine de leurs projets. Tout au long de ce CSE, nous ne parviendrons pas à dépasser le stade des contours flous.

Et pourtant, nous les avons interrogés sur le pourquoi du comment. Pourquoi cette méthode aujourd'hui ? Pourquoi si tard après la mise en œuvre du 18H30 à la hussarde ? Et que se cache-t-il vraiment derrière cette ambition ?

Le directeur du réseau, qui visiblement n'avait pas oublié notre liminaire, a tenté une réponse en forme de mea culpa : *« il y a eu des contraintes de calendrier, mais je n'ai pas pu décaler le 18h30. (...) On a peut-être eu tort de ne pas vous proposer plus tôt cet accord de méthodestruct. »*

Pour autant, nous restons sur notre faim. Le calendrier, comme le mode opératoire de cet accord de méthode ne sont toujours pas clairs. Le flou reste encore et toujours la marque de fabrique de cette nouvelle direction du réseau. Et quand c'est flou, comme le dirait la grand-mère d'une édile lilloise, c'est qu'il y a un loup.

D'ailleurs, le profil du loup n'a pas tardé à transparaître à travers les propos de Germain Dagognet, directeur à la transformation et ancien porteur du projet France Info : *« Avec la régionalisation, on veut une organisation plus agile. Inventer un nouveau modèle de télé régionale, une télé citoyenne au plus près des publics. (...) Ça implique un changement profond. »*

Mais nous n'en saurons pas plus sur la profondeur de ce changement. Le directeur du réseau s'est contenté de répéter, comme un mantra, que la régionalisation se ferait à moyens constants : 3091 postes équivalents temps plein (ETP), Corse inclus, et pas un de plus !

François Desnoyers nous avouera quand même qu'il y a bien eu, en fin d'année 2020, des transferts d'ETP d'autres directions pour créer des postes de haut cadre à la tête du réseau.

Et il ne parviendra pas à justifier pourquoi la direction bloque sur cet objectif ETP, alors qu'un calcul en évolution de la masse salariale pourrait être plus pertinent pour mettre en œuvre ce projet de régionalisation, en profitant des départs permis par l'ARCC. Une posture d'autant plus navrante que le nouveau DRH du réseau, Samuel Bignon, avouera que les remplacements des départs RCC ne se feront qu'au compte-goutte.

### **Santé au travail : flous et incertitudes confinent à la maltraitance !**

Sur le chapitre Santé/Sécurité/Conditions de travail, ce flou pas vraiment artistique de la direction s'est reproduit, que ce soit côté réseau régional ou côté Fabrique.

L'expertise du cabinet Orseu, déclenchée en octobre dernier suite à une alerte pour danger grave et imminent concernant plus d'une vingtaine de salariés, n'a toujours pas pu être restituée. Aucun des managers RH concernés n'était présent alors qu'ils étaient particulièrement concernés par les dysfonctionnements soulignés dans le rapport des experts. La restitution des conclusions de leur enquête est donc reportée à un CSE extraordinaire qui devrait permettre à tous les managers présents au moment des faits de répondre à nos questions.

Pour les salariés de la Fabrique à Bordeaux, une enquête paritaire s'est plutôt déroulée dans un bon état d'esprit, mais au moment de partager son plan d'action, la direction nationale de la Fabrique s'est montrée incapable d'apporter des réponses précises aux problèmes soulevés. Les élus du CSE ont donc voté à l'unanimité une résolution qui relève en détail tous les problèmes non résolus malgré de multiples promesses non tenues. Et si la direction ne s'engageait pas à mettre fin aux troubles constatés pour la santé des salariés, les représentants du CSE ont menacé de saisir la Justice pour faire dire le droit.

Pour les salariés de Paris-Ile-de-France qui connaissent la mise en place d'OpenMédia, la phase 2 du système NRCS, il y a aussi un sacré delta entre ce qu'affirme le représentant de la DRM (direction des reportages et des moyens au siège) et ce que vivent les salariés dans ce changement de technologie qui est en fait assez central pour tous les métiers qui touchent à la fabrication de l'info. Là encore l'expertise menée par Secafi semble s'être bien déroulée et les constats partagés avec les managers. Mais quand on aborde les questions sensibles en termes de moyens humains, les réponses sont à côté de la plaque. Un décalage d'autant plus sensible que les équipes franciliennes vivent une situation kafkaïenne, une véritable division entre technique et rédaction qui dévitalise cette antenne devenue hybride, selon les experts de Secafi. Les élus du CSE ont donc adopté un avis à l'unanimité afin de mettre en garde la direction du réseau sur les risques encourus par les personnels les plus exposés, comme les scriptes et toute la filière édition.

Enfin, sur le projet d'emménagement de France Bleu Armorique dans les locaux de France 3 Bretagne, là encore nous avons eu droit à un grand numéro sur le mode « Le Monde change mais rien ne bouge à France TV. C'est ainsi que nous avons appris que pour le nouveau directeur immobilier de France TV, Olivier Guyon-Sangnier, le Covid c'était fini... ou presque. D'ici 6 à 10 mois, allez tout au plus en 2022, il n'y aurait plus de Covid. Donc pas question de revoir la doxa en matière d'aménagement des bureaux à France Télévisions. Et pas question de faire évoluer les projets, comme celui de Rennes, et d'augmenter les m<sup>2</sup> par salarié ou de repenser les espaces de travail. Il y a pourtant deux étages entiers complètement vides à France 3 Rennes, mais pour les grands penseurs de nos investissements immobiliers, pas question de faire évoluer leurs projets. La seule chose qui pourrait les amener à les faire varier de leurs projets initiaux, c'est la signature de la Présidente, Delphine Ernotte, en bas du plan vélo. Pour satisfaire cet engagement, *alors oui, il sera peut-être possible d'améliorer à la marge les aménagements. Une douche ? Oui, pourquoi pas, mais seulement là où c'est possible...* Et on l'a bien compris, le champ des possibles n'est pas vraiment près de s'élargir.

Améliorer les superficies d'espaces collectifs, comme une cafétéria, n'est visiblement pas dans les priorités. Mais peut-être que si le directeur régional de Bretagne, Michel Dumoret, insiste beaucoup, un petit quelque chose pourrait améliorer les plans d'origine.

Mais pas question de faire de cette dérogation locale une règle pour tout le réseau.

Nous avons ainsi appris, en évoquant à nouveau les aménagements prévus à Tours, qu'il n'était toujours pas question de permettre à tous les salariés de France TV de bénéficier de toilettes réservées à leur usage, dans toutes les emprises en régions ! La réponse a été étonnante prétextant que l'hygiène en la matière est une notion très relative et assez personnelle !!?? Selon les concepteurs de nos aménagements, partager les toilettes entre plusieurs entreprises ce ne serait pas un problème sanitaire.

### **Infos diverses :**

Pour siéger au Conseil d'Administration de l'association inter-entreprise de restauration à Toulouse, 3 élus du CSE (Bruno Demange, Jean-Hervé Guilcher et Christophe Porro) ont été désignés. Une désignation de pure forme, le temps de faire une révision des statuts et de redésigner avec un nouveau mandat, garanti par des statuts renouvelés, l'actuel gestionnaire de la cantine, Michel Delsol.

### **Prochaines réunions du CSE :**

Une instance extraordinaire aura peut-être lieu autour de la mi-mars, pour la restitution du rapport d'expertise sur le danger grave et imminent à Lille.

Et le CSE ordinaire est prévu les 23 et 24 mars.

### **Vos élus SNJ**

**Jean-Manuel Bertrand, Vincent Habran et François Ollier**